



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 46 – 27 février 2023

Pays nordiques

L'évolution des prix alimentaires est hétérogène dans les pays nordiques.

L'Agence statistique de l'UE, Eurostat, note une divergence dans l'évolution des prix alimentaires en décembre 2022 par rapport à décembre 2021. Si la Norvège et l'Islande présentent les taux les plus faibles de la zone (11,2% et 10,5% respectivement), l'inflation suédoise culmine à 18,9%. L'Autorité de la concurrence suédoise (*Konkurrensverket*) explique ce décrochage par la faiblesse de la monnaie locale sur la période et la structure oligopolistique du marché de la grande distribution dans le pays: 3 acteurs détiennent environ 90% des parts de marché.

4,3 Mds\$ ont été investis dans les start-ups nordiques à impact en 2022,

selon un rapport du fonds VC NGP Capital, de la base de données statistique Dealroom.co et de la banque Silicon Valley Bank. Une start-up à impact, de par son caractère innovant ou technologique, répond à l'un des 17 ODD de l'ONU et se consacre à une cause environnementale, économique ou sociale. Toutes start-ups confondues, ce montant s'élève à 11,3 Mds\$, soit le 2^e plus élevé jamais enregistré, après le pic de 18,4 Mds\$ en 2021. Les start-ups à impact représentent donc 35% des investissements, suivis par la fintech (18%) et les logiciels pour entreprise (14%). D'après les auteurs du rapport, le dynamisme de ce marché s'explique par sa maturité mais aussi par l'intérêt des

entrepreneurs et fondateurs à succès de soutenir d'autres créateurs. Cela permet notamment de promouvoir le développement de nouvelles technologies et faire de la zone nordique un véritable hub pour l'entrepreneuriat à impact.

Danemark

Le PIB danois a progressé de 1,1% au quatrième trimestre 2022, selon les derniers chiffres publiés par l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*) après correction des variations saisonnières. Affichant une croissance positive pour le troisième trimestre consécutif, l'économie danoise se montre particulièrement résiliente face aux perturbations engendrées par l'agression de la Russie contre l'Ukraine, au premier rang desquelles l'accélération de l'inflation (+8,5% en 2022 selon Eurostat). Ces bons résultats s'expliquent par le dynamisme de l'industrie danoise, en particulier du secteur pharmaceutique, dont la production a bondi de 19,1% en glissement trimestriel. La croissance annuelle du PIB danois devrait s'établir à 3,4% en 2022, presque alignée sur la moyenne européenne, estimée à 3,5% aussi bien dans l'UE que dans la zone euro.

Le Danemark enregistre un excédent record de sa balance des paiements en 2022, qui atteint 358 Mds DKK (14% du PIB), soit une hausse de 132 Mds DKK (18 Mds€) par rapport à 2021. Avec une forte progression des exportations de biens et de services (+ 429 Mds DKK par rapport à 2021, soit 58 Mds€), le Danemark affiche une balance commerciale (90 Mds DKK, soit 3,6% du PIB) et une balance des services (198 Mds DKK, soit 7,9% du PIB) nettement positives. À ce titre, les données publiées par l'Institut danois de la statistique montrent que le dynamisme des exportations de services, et notamment du transport maritime, explique pour 2/3 la hausse des exportations totales. En ce qui concerne la balance des revenus, le Danemark enregistre encore un solde positif, de l'ordre de 106 Mds DKK (4,2% du PIB). La balance des transferts courants présente quant à elle un déficit de 36 Mds DKK (1,4% du PIB).

Négociations collectives dans le secteur privé : accord décisif entre patronat et syndicat. Les représentants du secteur industriel – la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) côté employeurs et *CO-Industri* côté salariés – sont parvenus à un accord sur de nouvelles conventions collectives qui couvriront près de 6 000 entreprises et 230 000 employés danois pour les deux prochaines années. La question des salaires a été au cœur des négociations, du fait de la baisse inédite de pouvoir d'achat subie par les travailleurs danois l'année passée (-3,8%). Le nouvel accord prévoit une augmentation des salaires d'au moins 4% sur deux ans. Les entreprises affichent une grande prudence sur ce sujet afin de ne pas acter des revalorisations salariales excessives et susceptibles d'enclencher une boucle prix-salaires.

L'Agence danoise de l'Énergie suspend temporairement le traitement des demandes déposées dans le cadre du régime « open door », l'une des deux procédures permettant l'attribution de permis pour la construction de parcs énergétiques, notamment éoliens en mer. En vigueur depuis 1999, le régime « open door » permet aux constructeurs de présenter des projets auprès de l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) en dehors des différents appels d'offres organisés par l'État. À l'issue de la procédure, les terrains sollicités par les constructeurs leur sont attribués gratuitement selon un principe de « premier arrivé, premier servi ». En contrepartie, ceux-ci supportent l'ensemble des coûts et ne perçoivent aucune aide ou subvention publique. Néanmoins, la hausse soudaine du nombre de candidatures déposées auprès de l'Agence danoise de l'Énergie (0 sur la période 2020-2021 et 54 depuis le mois d'avril 2022), couplée à une remise en question croissante de la gratuité des attributions de terrains, ont fait naître des inquiétudes quant à la conformité de cette procédure aux règles européennes en matière d'aides d'État. Pour cette raison, les autorités danoises ont saisi la Commission européenne, conduisant l'Agence

danoise de l'Énergie à suspendre temporairement l'enregistrement et le traitement des demandes déposées dans le cadre du régime « open door ».

Le Parlement s'accorde sur un nouveau paquet « inflation » de 2,4 Mds DKK (320 M€), soit un montant réduit de moitié par rapport aux mesures votées en septembre dernier (5 Mds DKK, soit 670 M€). Après une année 2022 marquée par des taux d'inflation records (8,5% en moyenne), des négociations ont été ouvertes au Parlement en vue d'introduire de nouvelles mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables et à l'activité des entreprises les plus en difficulté. Côté ménages, la majeure partie des fonds alloués est consacré à des aides directes en faveur des bénéficiaires de prestations de solidarité, tels que les retraités les plus modestes ou les étudiants en situation d'invalidité ou reconnus comme parents isolés. Les dispositifs d'aides à la conversion des équipements de chauffage des ménages seront également renforcés, avec une enveloppe supplémentaire de 200 M DKK (25 M€). Côté entreprises, des reports de charges et de cotisations sociales seront introduits cette année et profiteront à l'ensemble des sociétés enregistrées au Danemark. Des mesures spécifiques seront, en outre, déployées en faveur des commerces alimentaires de proximité, pour un montant total de 75 M DKK (10 M€), sous la forme de subventions directes et de programmes d'aides à la rénovation énergétique.

L'Agence danoise de l'Énergie (Energistyrelsen) réévalue à la hausse le potentiel de captage et stockage du CO₂ (CCS) au Danemark. Dans une récente analyse, l'Agence danoise de l'Énergie estime que le pays pourrait capter jusqu'à 10,8 M de tonnes de CO₂ de ses plus grands émetteurs en 2040, soit un potentiel supérieur de 1 à 2 Mt aux données publiées en 2021. Cette réévaluation est principalement due à un recalibrage des méthodes de calcul, et l'Agence danoise de l'Énergie rappelle que les prévisions sont soumises à de grandes incertitudes, notamment en ce qui concerne le montant projeté des émissions à cet horizon, celles-ci étant susceptibles de diminuer avec

l'entrée en vigueur des mesures d'atténuation prises par les autorités.

Maersk, première compagnie maritime mondiale, annonce des bénéfiques records en 2022. Avec un chiffre d'affaires de 81,5 Mds US\$ (76,6 Mds€) et un bénéfice net de 29,3 Mds US\$ (27,5 Mds€), le transporteur affiche pour la deuxième année consécutive des résultats historiques, les plus importants jamais réalisés par une société danoise.

Les plus grands fonds de pension danois ont enregistré des déficits en 2022. Le fonds public ATP affiche des pertes annuelles de l'ordre de 56,8 Mds DKK (7,6 Mds€), qui n'affecteront pas le versement des pensions aux retraités, comme souligné par le groupe. Sa stratégie continuera, en outre, de reposer sur une limitation des investissements risqués. De son côté, PFA, le plus grand fonds de pension privé, enregistre un résultat en chute libre en 2022 : le déficit s'élève, cette année, à 371 M DKK (50 M€), contre un bénéfice de 113 M DKK (15 M€) en 2021. La hausse des taux d'intérêt a pesé sur la valeur des actifs de PFA, et la perte pour les clients s'élèverait à quelque 87 Mds DKK (11,7 Mds€).

DSV, société de logistique, est la première entreprise danoise à s'associer au programme de durabilité de la compagnie aérienne SAS. Celui-ci vise à accélérer la décarbonation du secteur aéronautique en facilitant l'achat de carburants d'aviation durables (CAD) pour les compagnies partenaires. Dès les mois prochains, pour chaque voyage d'affaire effectué avec SAS, DSV paiera un surplus pour remplacer une partie des combustibles fossiles des avions de SAS par du bio fuel. Par cette initiative, le groupe SAS souhaite apparaître comme l'un des précurseurs de l'aviation durable en engageant un maximum d'acteurs de cette industrie, particulièrement polluante (720 Mt de CO₂ en 2021), dans une trajectoire zéro carbone. Le ralliement du transporteur danois offre une visibilité inédite à ce jeune programme et pourrait inciter d'autres entreprises à le rejoindre.

Finlande

L'économie finlandaise en récession en fin d'année 2022.

La croissance du PIB a ainsi été négative deux trimestres de suite (de -0,2% aux troisième et quatrième trimestres par rapport à 2021) selon le Centre d'études statistiques finlandais. L'industrie et la construction ont connu une stagnation notable, alors que seul le secteur des services a enregistré une croissance positive lors de la seconde moitié de l'année 2022. Néanmoins, le taux d'emploi continue d'augmenter : le nombre de personnes employées a augmenté de 1,7% à la fin de l'année dernière par rapport à la même époque en 2021.

Les nouvelles commandes dans l'industrie ont augmenté de 6,4% en 2022,

par rapport à l'année précédente. La valeur des nouvelles commandes dans l'industrie a diminué cependant de 2,1% au dernier trimestre 2022 par rapport à la même période en 2021. La valeur des commandes a le plus augmenté dans l'industrie chimique, de 17,1% par rapport à 2021 tandis que dans la hausse dans le secteur papetier a été plus limitée (2,2%). Le volume de la production industrielle a quant à lui augmenté de 0,6% en décembre 2022 par rapport au même mois l'année précédente, et de 3,4% par rapport au mois de novembre 2022.

Le ministère de l'économie verse plus de 100M€ de soutien à l'investissement à 14 projets d'énergie propre,

conformément au plan de relance et de résilience de la Finlande. 7 projets d'infrastructure énergétique et 7 projets de nouvelles technologies énergétiques ont été soutenus. En tenant compte des deux précédents décaissements (octobre 2022 et décembre 2022), le ministère de l'économie a désormais accordé un total de 328 M€ à 38 projets. En outre, l'agence Business Finland a accordé un soutien total de 61,3 M€ à deux projets IPCEI (*Important Projects of Common European Interest*) sur l'hydrogène propre.

Des conventions collectives ont été conclues

dans l'industrie technologique d'une part, où le syndicat YTN et le patronat sont arrivés à un accord sur une convention collective de deux ans qui fixe une augmentation salariale de 6 % (3,5% en 2023 et 2,5% en 2024) à laquelle s'ajoute une prime de 400€ versée en 2023. Dans l'industrie chimique, une nouvelle convention collective fixe une hausse de 5,7% sur deux ans (2.2% en 2023 et 3,5% en 2024), et une prime de 800€ en 2023. Dans le secteur du commerce, une convention signée au début du mois de février prévoit une augmentation salariale sur deux ans (jusqu'en janvier 2025) de 165€/mois concernant les personnes travaillant à plein temps, soit 105€ la première année et 60€ la deuxième année. Une prime de 400 euros sera en outre versée en avril.

Le chiffre d'affaires de Nokia en hausse de 12% en 2022.

La publication des résultats annuels du groupe fait état d'un chiffre d'affaires de 24,9 Mds€. Le bénéfice net de Nokia a augmenté de 160% en 2022, à 4,3 Mds€.

La compagnie aérienne Finnair en difficulté malgré une amélioration de ses résultats en fin d'année 2022.

La compagnie finlandaise (détenue à 55,9% par l'Etat) a enregistré un déficit pour la troisième année consécutive, de l'ordre de 164 M€ (-470 M€ en 2021 et -595 M€ en 2020). Son chiffre d'affaires a néanmoins augmenté de 66,2% au dernier trimestre 2022 en glissement annuel, permettant de réduire sensiblement le déficit sur l'ensemble de l'année. Le nombre de passagers a augmenté de 60 % en octobre-décembre par rapport à 2021, pour s'élever à 2,5 millions de passagers.

Islande

Les Islandais sont de plus en plus favorables à l'adhésion à l'Union Européenne. D'après un nouveau sondage de l'institut Maskína, on dénombre davantage de personnes en Islande qui soutiennent l'adhésion du pays à l'UE que de personnes qui s'y opposent. Les résultats du sondage mené du 3 au 7 février sur 1 036 personnes indiquent un soutien à l'adhésion de l'Islande à l'UE pour 40,8% des sondés contre 35,9% qui s'y opposent. Ces résultats corroborent le sondage Gallup sur le même sujet l'an dernier, peu après le début de la guerre en Ukraine.

La majorité des Islandais souhaitent adopter l'euro comme monnaie, selon une nouvelle enquête de la société Présent pour le quotidien Fréttablaðið. Sur plus de 1 200 sondés, 52,2 % se disent en faveur de l'adoption de l'euro tandis que 39,6 % souhaitent conserver la couronne. Le souhait d'utiliser d'autres devises est limité, avec 6,3 % qui souhaitent adopter le dollar américain, 0,3 % la livre sterling et 1,6 % une autre devise.

La Banque centrale d'Islande remonte son taux directeur de 0,5 point de pourcentage, atteignant 6,5%. La décision a été prise suite à la détérioration des perspectives d'inflation en raison des augmentations de salaire plus généreuses qu'anticipées, la baisse du taux de change de la couronne, une plus grande tension de production au cours de la période de prévision et une politique budgétaire moins restrictive que celle qui était anticipée par la banque.

Augmentation des taux non indexés des prêts immobiliers. Les trois banques commerciales Arion Bank, Íslandsbanki, et Landsbankinn ont relevé leurs taux d'intérêts sur les prêts immobiliers non indexés. Les taux sont maintenant compris entre 8% et 8,5%, leur niveau le plus haut depuis 2011.

L'entreprise North Tech Energy autorisée à rechercher des zones à potentiel géothermique au large de l'Islande. L'agence nationale de l'énergie a renouvelé la licence de North Tech Energy pour la recherche géothermale en mer à Reykjaneshryggur (Sud-Ouest de l'île) et le long de la côte nord de l'Islande. L'objectif de l'entreprise est de découvrir des zones propices au développement de centrales géothermiques off-shore sur le même modèle que les plateformes pétrolières en mer du Nord.

Le producteur d'énergies renouvelables français Qair achète au distributeur de carburants islandais Orkan 50% des parts de H2 Iceland (ÍV). Les deux entreprises ont pour projet de construire des stations hydrogène dans tout le pays. ÍV, filiale de Orkan exploite déjà deux stations d'hydrogène à Reykjavik et dans la péninsule de Suðurnes pour une trentaine de véhicules au Sud-Ouest de l'Islande. Les prochaines stations seront ouvertes à Reykjavik, Akureyri (Nord), Egilsstaðir (Est) et Freysnes (Sud).

20 entreprises sont responsables de 73% des émissions islandaises (hors émissions des sols). D'après une étude présentée lors d'une conférence organisée par le fonds Festa et la ville de Reykjavik, les alumineries Alcoa et Norðurál seraient les plus grosses émettrices de carbone en Islande avec 530 000 et 528 000 tonnes d'émissions respectivement en 2021. La compagnie aérienne Icelandair est troisième avec 486 000 tonnes. Le producteur de silicone Elkem est le quatrième plus gros pollueur, suivi par les entreprises Ísal (aluminium), Samskip (logistique) et Eimskip (transport maritime). Viennent ensuite les principales entreprises de pêches et producteurs d'énergie.

Norvège

La Norvège consacre 250 M NOK (22,8 M€) en urgence pour soutenir la Turquie et la Syrie suite au séisme récent, augmentant ainsi son soutien, précédemment de 150 M NOK (13,7 M€). Cet argent est versé à l'ONU, à la Croix-Rouge et aux autres principales organisations humanitaires pour aider les régions turques et syriennes frappées par le tremblement de terre. La Norvège mettra également à disposition quatre experts pour contribuer à la coordination de la crise.

Un Norvégien sur trois (31%) serait favorable à une adhésion de la Norvège à l'Union Européenne, d'après un sondage du média numérique privé Altinget. 53% y sont opposés et 16% sont sans opinion. La proportion des pro-UE est la plus forte chez les électeurs du Parti libéral (63%) et du Parti vert (58%), ainsi qu'à Oslo (41%). Les sympathisants conservateurs et travaillistes sont partagés, avec respectivement 44% et 37% de soutien à une adhésion. Enfin, le Parti du centre, parti agrarien actuellement au pouvoir dans une coalition dirigée par le Parti travailliste, est le plus eurosceptique (8/10 électeurs opposés à l'Union Européenne), suivi par le Parti rouge (7/10).

Entretien entre le Premier Ministre norvégien Jonas Gahr Støre et Bill Gates en marge de l'Oslo Energy Forum. Les deux hommes ont abordé la nécessité de lever des fonds publics et privés pour accélérer la transition verte et améliorer les systèmes de santé globale. La Norvège et la fondation Bill Gates ont déjà coopéré par le passé en matière de vaccination des enfants et de droit à l'éducation des jeunes filles.

La Norvège enregistre un taux d'inflation record de 7% en janvier 2023, en hausse d'un demi-point par rapport aux prévisions du Bureau central des statistiques norvégien (SSB). Ce niveau d'inflation n'avait pas été enregistré depuis les années 1980. En un an, le prix des denrées alimentaires et des boissons sans alcool a progressé de 12%.

Le Bureau central des statistiques norvégien a publié son bilan de l'année économique 2022. D'après le Bureau central des statistiques (SSB), le PIB de la Norvège continentale a augmenté de +3,8% entre 2021 et 2022, mesuré en prix constants. Au total, le PIB de la Norvège atteint 556 Mds € en prix courants fin 2022, soit une augmentation de plus de 66% en deux ans. Par ailleurs, les salaires ont augmenté de 4,4% en moyenne en 2022, tandis que l'inflation a atteint 5,8%. Malgré le recul de leur pouvoir d'achat, les ménages ont consommé 6,5% de plus que l'année précédente grâce à l'épargne accumulée pendant la crise sanitaire. L'excédent commercial du pays s'élève à 1 574 Mds NOK (87% du PIB), un record historique et un montant trois fois supérieur à celui de 2021, notamment en raison de la hausse des cours des hydrocarbures. L'an dernier, 1 085 Mds NOK (60% du PIB) de recettes fiscales ont été affectées au fonds souverain norvégien, un montant également record.

Le gouvernement norvégien a annoncé le prolongement jusqu'en 2024 des aides sur les factures d'électricité, pour les ménages, agriculteurs, le secteur de la culture et les milieux associatifs. Ainsi, les factures seront prises en charge par l'État norvégien à hauteur de 90% pour la portion des factures au-delà de 70€/MWh toute l'année, y compris l'été. Par ailleurs, le calcul de cette prise en charge sera réalisé sur une base horaire, et non plus mensuelle. La confédération syndicale LO et le Parti rouge auraient quant à eux souhaité un plafonnement

des tarifs de l'électricité, tandis que le Parti du progrès continue à militer pour une restriction des exportations d'électricité vers l'UE via les câbles.

Le comité indépendant d'éthique du fonds souverain norvégien a décidé d'exclure 13 entreprises de son portefeuille d'investissements en 2022, sur recommandation du Comité indépendant d'éthique de la Banque centrale de Norvège (*Norges Bank*), ainsi que de 74 autres entreprises en raison de risques environnementaux ou sociaux. Dans son rapport annuel sur la responsabilité sociale publié le 9 février dernier, le fonds souverain norvégien réitère également sa volonté de convaincre les entreprises à viser la neutralité carbone d'ici 2050 et s'engage à se retirer de celles n'ayant pas publié, d'ici 2040, de plan « Net Zero Carbon » pour 2050.

Le géant pétrolier norvégien Equinor enregistre des résultats historiques en 2022, avec un résultat d'exploitation de 234 Mds NOK (21,3 Mds€). Par ailleurs, le PDG du groupe, Anders Opedal, a précisé que 30% des investissements d'Equinor seraient consacrés aux énergies renouvelables d'ici 2025.

Les infrastructures du champ pétrolier Johan Sverdrup situé en mer du Nord s'agrandissent. La deuxième étape de construction du troisième plus grand champ pétrolier sur le plateau continental norvégien en mer du Nord, Johan Sverdrup, a été ouverte hier par le Ministre norvégien du pétrole et de l'énergie, Terje Aasland. Cette deuxième phase de construction comprend une nouvelle plate-forme, cinq nouveaux systèmes sous-marins, 28 nouveaux puits, un nouveau module pour la plate-forme existante et la facilitation de l'alimentation de la côte à l'Utsira. La proposition pour la première phase de construction avait été présentée au Parlement norvégien (*Storting*) par le ministère du pétrole et de l'énergie en 2015 et sa réalisation avait été officiellement inaugurée en janvier 2020, tandis que celle pour cette deuxième phase avait été soumise au Parlement en décembre 2018, approuvée par le ministère en mai 2019 et était entrée en phase opérationnelle en décembre

2022. Les propriétaires du champ pétrolier Johan Sverdrup sont Equinor, TotalEnergies, Aker, BP, et Petoro.

Le gouvernement norvégien souhaite augmenter ses exportations hors pétrole de 50% d'ici 2030. Toutefois, les organisations patronales remettent en question cet objectif. Le Ministre de l'industrie et du commerce, Jan Christian Vestre, défend ce projet en avançant trois principaux arguments : (i) rééquilibrer un déficit commercial croissant à mesure que la part des hydrocarbures diminuera à l'avenir dans la part des exportations, (ii) encourager les entreprises à être compétitives au niveau international, (iii) et exporter des technologies norvégiennes nécessaires à la transition verte.

Préparation d'une nouvelle stratégie de protection de la nature par le gouvernement norvégien, afin de faire suite à l'accord de Kunming-Montréal de décembre 2022. Ce livre blanc pourrait remettre en question plusieurs projets de BTP et de transports en Norvège, comme le parc éolien de Davvi, la ligne ferroviaire du Ringerik, la voie rapide E39/Hordfast, ou la station de sports d'hiver Eidfjord Resort. Le texte remplacera le plan d'action pour la nature adopté par le Parlement norvégien (*Storting*) en 2015.

Dans l'attente de détails sur la future taxation de l'aquaculture, 40 Mds NOK (3,7 Mds€) d'investissements sont gelés par les professionnels des produits de la mer, d'après l'organisation Sjømat Norge. Les modalités du projet de loi seront rendues publiques en mars.

Suède

Le taux de chômage baisse légèrement en janvier. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, est passé de 7,4% en décembre à 7,3% en janvier 2023, selon l'Agence de statistiques nationale SCB. Cependant, du fait de la forte accélération des préavis de licenciement en février (13 000 durant les deux premières semaines du mois), cette tendance positive pourrait s'inverser.

Hausse de l'inflation sous-jacente en janvier. Le taux d'inflation, hors produits énergétiques (CPIF-XE) a été de 8,7 % en janvier, contre 8,4 % en décembre. Dans la mesure où la Banque de Suède anticipait que ce taux passe à 8,2% en janvier, il est possible que le directoire de la banque soit contraint de resserrer la politique monétaire au printemps. Dans ce contexte, il est désormais plus probable que la *Riksbank* relève son taux directeur de 50 points de base lors de la prochaine réunion monétaire du 26 avril prochain (de 3 à 3,5%), au lieu des 25 points annoncé par le directoire en février.

Les garanties export restent à un niveau élevé en 2022. L'émission de garanties par EKN pour 2022 s'est élevée à 64,8 Mds SEK (dont 2,6 Mds pour des PME), contre 77 Mds en 2021 (dont 2 Mds pour les PME). Il s'agit de la troisième année consécutive où l'émission de garanties est supérieure à 60 Mds SEK. Les principales transactions comprennent des garanties pour des fournitures destinées à l'expansion de la 5G aux États-Unis, l'énergie éolienne offshore en mer du Nord, l'expansion de la capacité des usines de pâte à papier au Brésil et une nouvelle usine de pâte à papier en Finlande.

Les commandes des ménages passées sur Internet auprès des entreprises suédoises chute de 17% en janvier 2023 par rapport à janvier 2022. Toutes entreprises confondues (en Suède et à l'étranger), le montant des commandes passées par les

ménages suédois a diminué de 12%. Il s'agit de la première évolution négative depuis le suivi des ventes par Internet en 2006 par l'opérateur postal suédois Postnord. Sur l'année 2022, cette diminution s'élève à 7%. Elle concerne principalement les secteurs de l'électronique grand public et l'ameublement, qui ont vu leurs ventes chuter de 40%. D'après la Fédération suédoise du commerce (*Svensk Handel*), ce phénomène s'explique en partie par la diminution des ventes en ligne mais également de leur montant moyen (-16% sur le mois de janvier).

Xavier Niel monte dans le capital de Millicom. L'entrepreneur français porte sa participation dans Millicom à 19,4% du capital. Il est désormais clairement le plus grand actionnaire de cet opérateur de téléphonie d'origine suédoise présent dans 16 pays émergents d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Parmi les autres actionnaires importants on trouve Dodge & Cox Inc. et les institutionnels suédois Swedbank Robur et Nordea Fonder qui contrôlent chacun entre 3,5 et 5% du capital. La capitalisation de Millicom est de l'ordre de 3,4 Mds€, ce qui implique que la valeur des participations de Xavier Niel représente plus de 650M€.

Un rapport recommande une plus grande implication de l'État dans le système aéroportuaire. Rédigée par Peter Norman (ex-ministre des marchés financiers) à la demande du précédent gouvernement, l'étude recommande notamment que quatre aéroports supplémentaires (Skellefteå, Ängelholm-Helsingborg, Kalmar-Öland et Sundsvall-Timrå) deviennent la propriété de l'État via l'entreprise publique Swedavia, et que dans cette hypothèse, celui de Ronneby soit cédé. Il propose également de doubler le soutien aux aéroports soumis à des obligations de service public et à ceux d'urgence, ce qui représenterait un total d'environ 350 M SEK par an (environ 32 M€). Les consultations sont ouvertes jusqu'au 23 mai.

Ericsson prévoit de supprimer 1 400 postes en Suède (9,7% des effectifs suédois) et 8 500 dans le monde (8%),

selon les négociations syndicales qui se sont achevées le 20 février. Le directeur général d'Ericsson avait annoncé à l'automne dernier que cette mesure visait à réduire les coûts du personnel de l'entreprise afin de faire face à la baisse de sa rentabilité. Au total, 9 Mds SEK (environ 800 M€) devraient ainsi être économisés.

Le fonds pour le climat Just Climate investit 300 M SEK (27,2 M€) dans la startup suédoise productrice d'énergies renouvelables Meva Energy.

Le fonds, cofondé par l'homme d'affaires et homme d'État américain Al Gore devient donc son principal actionnaire. Le directeur général de Meva Energy, Niklas Davidsson, se réjouit de l'arrivée de ce nouvel actionnaire, ainsi que de la signature de deux nouveaux contrats avec Ikea Industry et Sofidel, le fabricant de tissus italien. L'investissement de Just Climate permettra à la

startup de financer en partie les nouvelles installations pour Ikea et Sofidel (conversion de déchets biosynthétique industriels en gaz renouvelable) et favoriser son expansion internationale.

1 an après le début de la guerre en Ukraine, le commerce extérieur avec la Russie s'effondre,

et passe de 44 Mds SEK à 18 Mds SEK entre 2021 et 2022. Les exportations de biens vers la Russie ont diminué de 54% en 2022, par rapport à 2021, pour une valeur de 10,5 Mds SEK (9,5 Mds €). Les biens exportés concernent notamment des voitures, camions, équipements mécaniques et de télécommunication, ainsi que des produits pharmaceutiques. Les importations de biens russes ont quant à elles chuté de 64% pour atteindre 7,7 Mds SEK (7,3 Mds€). La Suède importe encore de Russie du pétrole brut, du charbon, des engrais et d'autres produits pétrochimiques.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	Prévision 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,1	0,7	0,6	-0,6	2,8
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,5	0,8	0,5	1,1	2,8
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,3	0,7	-0,3	-0,2	1,7
Norvège ¹	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5	0,2	3,3
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8	0,8	3,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,0	3,7	-0,5	N/A	4,2

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

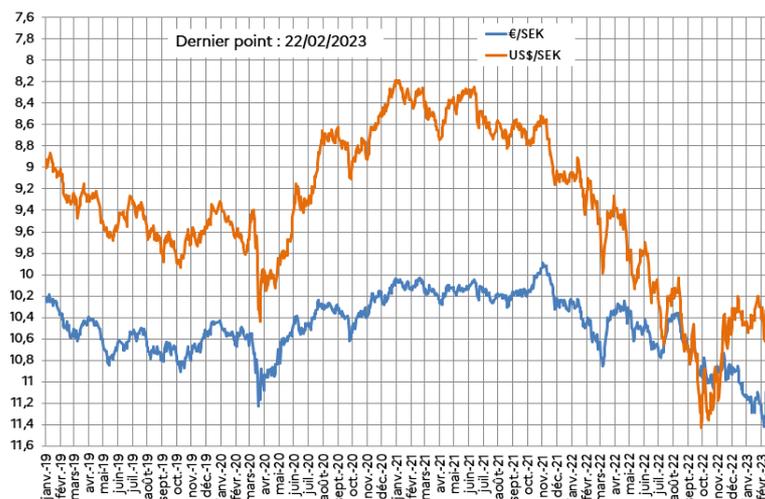
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	Prévisions 2023
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	5,6
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	5,7
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	5,3
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	4,5
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	5,5

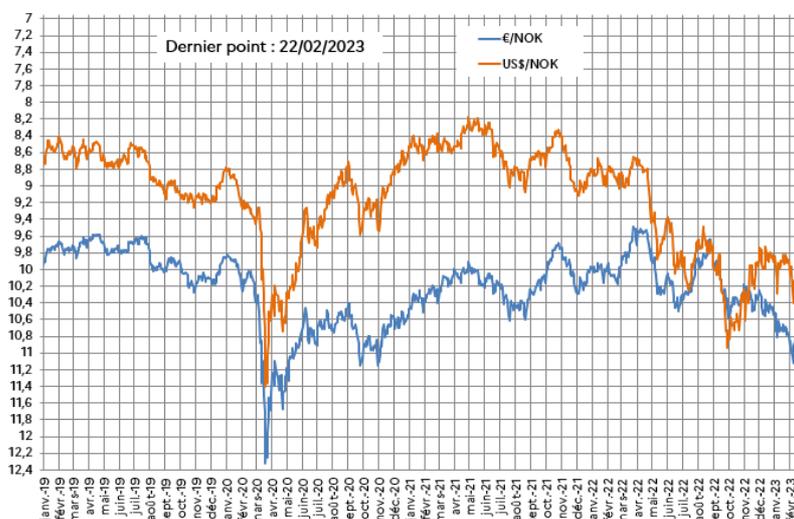
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, M. Marbot, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr